



Fédération Syndicale Unitaire
de l'Orne

CDEN

DÉCLARATION PRÉALABLE

Mercredi 31 mai 2017

Mesdames, Messieurs,

La FSU s'inquiète de la volonté du nouveau Président de la République de réduire les effectifs dans la Fonction Publique et de nuire ainsi aux missions des services publics.

Rappelons que ces services publics sont une possibilité notamment de redistribution des richesses et de réduction des inégalités permettant de lutter contre l'isolement et l'exclusion.

Les 120 000 suppressions de postes programmées dans les services publics mettent en péril l'avenir des jeunes et des générations futures, et notamment celui de celles et ceux qui sont issus des couches sociales les plus défavorisées.

Les services publics et L'Éducation Nationale en particulier doivent rester un des piliers de la nation face à la montée du fascisme, du rejet des différences et du repli sur soi.

La FSU a pris acte de la composition du nouveau gouvernement.

Elle regrette que la Fonction publique ne soit pas un ministère de plein exercice. De plus, l'intitulé lie clairement l'action publique aux comptes publics.

Pour la FSU, il n'est pas acceptable de traiter des missions de services publics par le seul prisme budgétaire.

Elle portera ses exigences pour faire valoir la nécessité de service public sur l'ensemble du territoire afin de répondre aux besoins des usagers. Elle défendra ses propositions pour conforter la Fonction publique et les agents dans leurs missions d'intérêt général. La FSU rappellera que l'investissement public est nécessaire pour permettre l'égal accès de toutes et tous aux droits fondamentaux.

Lors de sa rencontre au Ministère ce 23 mai la FSU a fait état de ses ambitions pour la réussite de tous les jeunes et de ses propositions pour améliorer le fonctionnement du système éducatif. Elle a rappelé la nécessité de poursuivre les mesures pour améliorer encore les déroulements de carrière et les conditions de travail des enseignants comme des non enseignants .

La FSU a ensuite fait part de ses inquiétudes sur un certain nombre de sujets : dédoublement des effectifs au détriment du «Plus de maîtres que de classes», évolution à la carte des rythmes scolaires, autonomie des établissements, évolution du bac, avenir de l'enseignement professionnel, situation de l'éducation prioritaire (et notamment de la place des lycées)...

La FSU a également demandé la mise en place d'un plan ambitieux de formation (initiale comme continue) et l'ouverture de discussions concernant le management cause d'une forte dégradation des conditions de travail des agents ses dernières années.

Elle a fait part de la nécessité de créer des emplois dans les métiers non-enseignants et de développer

un plan de requalification des emplois dans les filières administratives et techniques.

La FSU a dit son désaccord concernant un certain nombre de mesures prévues si elles devaient être appliquées: suppressions d'emplois, rétablissement de la journée de carence, augmentation non uniforme du point d'indice...

Enfin, elle a particulièrement dit ses craintes pour l'avenir de la Fonction publique territoriale et ses agents (temps de travail, flexibilité, précarité, remise en cause du statut...).

Concernant le rendez-vous salarial, il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice en 2017, cela n'est pas acceptable.

Il sera nécessaire de prendre des mesures pour compenser l'augmentation de 1,7% de la CSG (car contrairement au privé où le Président a annoncé vouloir baisser les cotisations de 3%, permettant d'augmenter le net, rien n'est calé sur le niveau de la compensation ni sur les modalités pratiques pour la Fonction Publique).

La FSU demande également l'ouverture de discussions afin de mettre un terme à la précarité dans la Fonction publique.

Il sera donc nécessaire d'approfondir ces questions et d'en aborder d'autres comme l'apprentissage, l'action sociale, l'égalité professionnelle femmes-hommes, la santé au travail liée aux conditions de travail, etc...

C'est bien en œuvrant pour le bien de toutes et tous, contre l'isolement, contre l'exclusion, contre toutes les inégalités quelles qu'elles soient que nous lutterons contre la barbarie et la montée de l'extrême droite.

Enfin, nous voulions alerter ce CDEN sur l'annonce surprise hier de la suppression de la moitié des postes d'enseignants à l'internat de l'EREA de la Ferté Macé sans aucune concertation préalable de l'instance référente, le Comité Technique Académique par le Recteur.

Celui-ci a pris cette décision en catimini ce lundi s'appuyant sur une circulaire du 24 avril dernier permettant pourtant une mise en application en septembre 2018.

La FSU dénonce non seulement le non respect des instances mais aussi les risques psychosociaux engendrés pour les personnes concernées apprenant cette nouvelle alors que les procédures de mouvement étaient engagées ce qui les placent en situation d'inégalité de traitement.

Un grand sentiment d'injustice prédomine ce jour à l'EREA.

Il est temps que l'État employeur respecte ses prérogatives en tant que respect des droits de ses salariés et de leurs conditions de travail. Ainsi nous rappelons, que l'Académie de Caen ne respecte pas le droit des contrats aidés de l'Académie concernant leur temps de travail et demandons au Recteur d'y remédier.